

Québec, 11 juin 2008

Déclaration conjointe entre
Solidarité rurale du Québec et la Fédération Québécoise des Municipalités

Le monde rural se mobilise autour de la réforme de la carte électorale **Pour sortir du cul-de-sac démocratique**

Préoccupés par la proposition de révision de la carte électorale, nous appelons l'ensemble de la classe politique à rejeter cette réforme à la pièce qui, sans corriger les distorsions du système électoral, ajoute de profondes iniquités dans la représentation territoriale.

Car, au-delà même des trois circonscriptions menacées de disparition par la proposition actuelle de la Commission de la représentation électorale, c'est une érosion continue de la représentation des milieux ruraux qu'elle consacre. Nous refusons de souscrire à ce fatalisme.

Nous croyons fermement que la diversité de nos régions, l'étendue de nos territoires, le sentiment d'appartenance et les identités qui s'y expriment sont une richesse pour notre démocratie. Ne pas tenir compte de cette diversité territoriale prive notre système de représentation électorale d'une pluralité féconde et risque de démobiliser davantage nos concitoyens.

Dans quelle mesure pourrions-nous collectivement souscrire au principe de la représentation effective des électeurs, quand le nombre de circonscriptions rurales diminue inexorablement et que l'étendue de celles qui demeurent augmente sans cesse? L'accès des citoyens à leur représentant et le rôle de ce dernier se trouvent réduits quand les distances atteignent une proportion objectivement contraignante.

Nous considérons qu'il y a là suffisamment de motifs pour que la classe politique décide solidairement de mettre fin à un exercice qui nous conduit vers un cul-de-sac. C'est pourquoi nous appelons les élus de l'Assemblée nationale à surseoir à la révision en cours.



Claire Bolduc
Présidente, Solidarité rurale du Québec



Bernard Généreux
Président de la Fédération Québécoise des
Municipalités

Appuyées par l'Association des centres locaux de développement du Québec (ACLDO), la Fédération des travailleurs du Québec (FTQ), la Coalition Urgence Rurale Bas-Saint-Laurent, l'Ordre des agronomes du Québec, le Regroupement des sociétés d'aménagement forestier du Québec (RESAM) et l'Union des producteurs agricoles du Québec (UPA).